

République du Sénégal

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTRE DE L'ECONOMIE

ET DES FINANCES



RAPPORT TRIMESTRIEL D'EXECUTION BUDGETAIRE

QUATRIEME TRIMESTRE 2013

SOMMAIRE

I. CONTEXTE.....	4
II. RESSOURCES INTERNES DU BUDGET GENERAL	4
III. DEPENSES DU BUDGET GENERAL	7
III.1. Dépenses sur ressources internes hors personnel.....	9
III.1.1 Les dépenses ordinaires hors personnel :	9
III.1.2 Les dépenses en capital sur ressources internes:	12
III.2 Dépenses de personnel	14
IV. LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR.....	16
IV.1 Les comptes d'affectation spéciale.....	16
IV.1.1 le Fond national de Retraite (FNR)	16
IV.1.2 Les autres comptes d'affectation spéciale	18
IV.2 Le compte de commerce.....	18
IV.3 Les comptes de prêts.....	18
IV.4 Les comptes d'avance	18

Liste des Graphiques :

Graphique 1: Evolution trimestrielle des taux de réalisation des recettes budgétaires	6
Graphique 2: Service de la dette publique au titre du 4 ^{ème} trimestre 2013 (en milliards)	10
Graphique 3: Répartition des dépenses d'investissement par titre au 31/12/2013	14
Graphique 4: Evolutions comparées des masses salariales de 2012 et de 2013 (en milliards)	15
Graphique 5: Masse salariale mensuelle et cumul de janvier à décembre 2013 (en milliards)	16
Graphique 6: Situation du FNR au 4 ^{ème} trimestre 2013 (en milliards)	17
Graphique 7 : Evolutions comparées des recettes et des dépenses du FNR de 2012 et de 2013 (en milliards)	18

Liste des tableaux

Tableau 1: Situation d'exécution par trimestre des recettes budgétaires au titre de l'année 2013 (en milliards)...	6
Tableau 2: Situation d'exécution des dépenses du budget général au 31/12/2013 (en milliards)	8
Tableau 3: Service de la dette publique par trimestre au titre de l'année 2013 (en milliards)	10
Tableau 4: Evolution des taux d'exécution des dépenses de fonctionnement	11
Tableau 5: Evolution des niveaux d'exécution des dépenses de transferts courants	12
Tableau 6: Evolution des taux d'exécution des investissements exécutés par l'Etat	12
Tableau 7: Evolution des taux d'exécution des transferts en capital	13
Tableau 8: Evolution de la masse salariale au quatrième trimestre 2013 (en milliards)	15
Tableau 9: Recettes du FNR et nombre de cotisants au 4 ^{ème} trimestre 2013	16
Tableau 10: Dépenses du FNR et nombre d'allocataires au 4 ^{ème} trimestre 2013	17

Liste des annexes

ANNEXE 1: Situation (provisoire) des recettes du budget général au 31/12/2013 (en milliards)	19
ANNEXE 2: Situation des comptes spéciaux du Trésor au 31 décembre 2013 en FCFA	20
ANNEXE 3: Taux d'engagement ordonnés des crédits du budget général par section au 31 décembre 2013 (hors dette et hors personnel)	21
ANNEXE 4 : Situation provisoire d'Exécution budgétaire par section et par Titre	21

I. CONTEXTE

Le présent rapport a pour objet de rendre compte, au titre des opérations du quatrième trimestre, de l'exécution de la loi n°2012-18 du 17 décembre 2012 portant loi de finances pour l'année 2013, modifiée par les lois n°2013-03 du 8 juillet 2013 et n°2013-11 du 31 décembre 2013 portant lois de finances rectificatives pour la même année. Il est destiné à l'information des députés, conformément aux dispositions de l'article 70 de la loi n°2011-15 du 8 juillet 2011 portant loi organique relative aux lois de finances. Il est également mis à la disposition du public, conformément à l'exigence de transparence, réaffirmée par la loi n°2012-22 du 27 décembre 2012 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques, notamment au point 6 de son annexe.

Le rapport d'exécution budgétaire du quatrième trimestre de 2013 décrit la situation **provisoire**¹ d'exécution des recettes et des dépenses du budget général et des comptes spéciaux du Trésor au 31 décembre 2013 et procède également à une analyse comparative par rapport à la même période de l'année précédente.

Il est important de souligner que les crédits de fonctionnement des postes diplomatiques et consulaires du Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, mobilisés par autorisation d'exécution (AE), ne sont pas comptabilisés dans la présente situation d'exécution du fait que ces structures situées à l'extérieur du pays ne sont pas encore connectées au SIGFIP.

II. RESSOURCES INTERNES DU BUDGET GENERAL

Au cours du quatrième trimestre 2013, les ressources internes recouvrées au titre du budget général se chiffrent à un montant de 468,223 milliards, soit une baisse de 39,524 milliards par rapport au trimestre précédent. Cette baisse est imputable aux recettes non fiscales (-23,054 milliards) et aux autres recettes (-79,91) ; toutefois, elle a été atténuée par la hausse des recettes fiscales (+63,44 milliards).

La baisse du niveau de recouvrement des recettes non fiscales est liée essentiellement aux produits financiers qui ont diminué de 25,903 milliards au dernier trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2013.

S'agissant des autres recettes, la forte baisse des émissions d'obligations du Trésor de 102,594 milliards est à l'origine de leur tendance baissière

Pour ce qui est des recettes fiscales, la hausse des recouvrements est due principalement aux « impôts sur le revenu et sur les salaires » et aux « droits et taxes

¹ En attendant l'apurement définitif des opérations de fin d'exercice budgétaire.

à l'importation » qui ont augmenté respectivement de 38,12 milliards et 10,945 milliards entre les deux derniers trimestres de 2013.

En cumul sur l'année 2013, les recettes internes du budget général ont été recouvrées pour un montant de 1951,87 milliards par rapport à une prévision annuelle de 2147,934 milliards selon la dernière LFR; soit un taux de réalisation de 90,9%.

Les recettes fiscales et non fiscales se sont établies provisoirement à 1422,85 milliards au 31 décembre 2013 pour une prévision de la dernière LFR d'un montant de 1542 milliards, soit une moins-value provisoire d'un montant de 119,15 milliards imputable essentiellement aux recettes fiscales à hauteur de 102,036 milliards.

La contre performance du recouvrement des recettes fiscales est attribuable principalement aux « impôts et taxes intérieures sur les biens et services » et les « impôts sur les salaires et autres rémunérations ».

En effet, **les impôts et taxes intérieurs sur les biens et services** se sont chiffrés à un montant de 665,742 milliards, soit une moins-value de 115,258 milliards par rapport à la prévision de la dernière LFR. Cette situation reflète, d'une part, l'effet négatif de la réforme relative à la suppression du précompte de TVA sur les recouvrements au niveau des grandes entreprises et des établissements publics et agences, et d'autre part, la baisse du chiffre d'affaires dans des secteurs porteurs de TVA.

S'agissant des impôts sur les salaires et autres rémunérations, ils ont été recouverts pour un montant de 221,874 milliards sur une prévision de 238,6 milliards, soit une moins-value de 16,726 milliards au 31 décembre 2013.

Par rapport à l'année 2012, les recouvrements sur les recettes fiscales et non fiscales se sont inscrits en baisse de 33,443 milliards en 2013 (-2,3%).

Ce recul est attribuable principalement aux impôts directs particulièrement aux impôts sur les revenus, les salaires et autres rémunérations qui ont baissé de 51,581 milliards en valeur absolue par rapport à l'année 2012, soit -11,44% en valeur relative.

Quant aux recettes non fiscales, elles sont arrêtées à un montant de 65,886 milliards en 2013 contre 69,520 milliards pour l'année 2012 ; soit une baisse de 3,634 milliards. Celle-ci est due exclusivement à la non reconduction des redevances au titre des appels entrants de 2012 d'un montant de 27,6 milliards. Cependant tous les autres postes de recettes non fiscales ont enregistré des hausses entre 2012 et 2013.

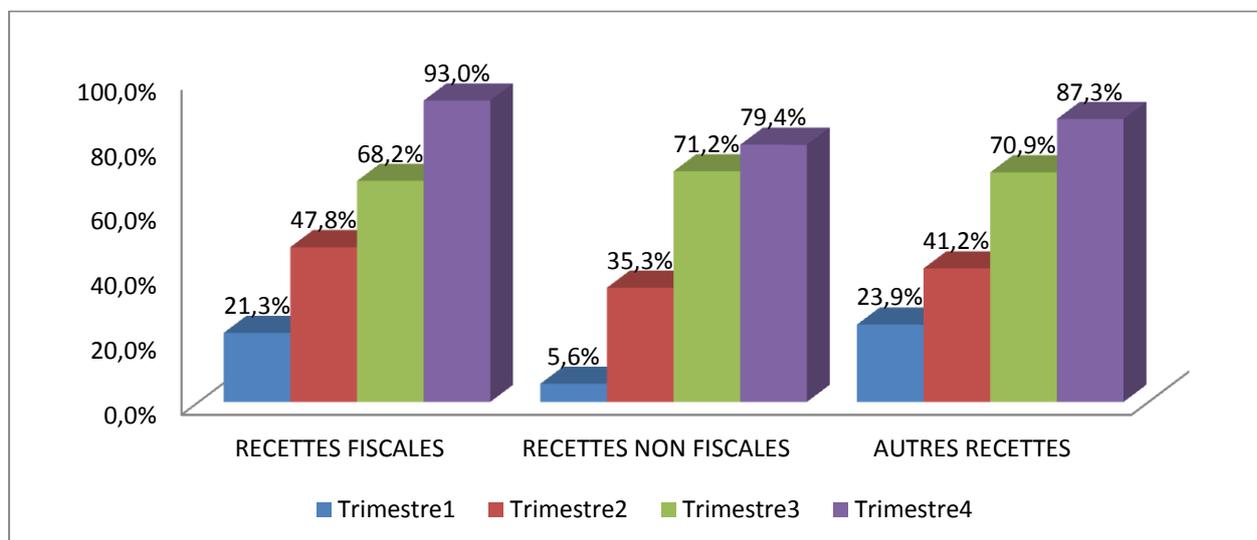
Les autres recettes, composées principalement des dons budgétaires, des emprunts (bons et obligations du Trésor, emprunts programmes), des recettes exceptionnelles et des remboursements de prêts rétrocedés, sont évaluées au 31 décembre 2013, à un montant de 529,02 milliards dont 431,506 milliards d'emprunts et 87,347 milliards de recettes exceptionnelles.

Le détail des recettes du budget général est donné en annexe 1 du présent document et le graphique ci-après permet d'apprécier l'évolution trimestrielle des taux de réalisation des recettes pour l'année 2013.

Tableau 1: Situation d'exécution par trimestre des recettes budgétaires au titre de l'année 2013 (en milliards)

Nature de la recette	Prévisions LFI	Prévisions LFR2	Réalisation Trim. 1	Réalisation Trim. 2	Réalisation Trim. 3	Réalisation Trim. 4	Cumul au 31 décembre 2013	Taux de réalisation
RECETTES FISCALES	1492,5	1459	310,8	386,07	298,327	361,767	1356,964	93,0%
Impôts directs	423,2	410,7	102,96	149,55	65,39	105,385	423,285	103,1%
Impôts indirects	1069,3	1048,3	207,84	236,52	232,937	256,382	933,679	89,1%
RECETTES NON FISCALES	77,4	83	4,65	24,61	29,84	6,786	65,886	79,4%
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	1569,9	1542	315,45	410,68	328,167	368,553	1422,85	92,3%
AUTRES RECETTES	483,65	605,934	144,6	105,17	179,58	99,67	529,02	87,3%
TOTAL RECETTES INTERNES	2053,55	2147,934	460,05	515,85	507,747	468,223	1951,87	90,9%

Graphique 1: Evolution trimestrielle des taux de réalisation des recettes budgétaires



III. DEPENSES DU BUDGET GENERAL

Prévus pour un montant global de 2053,550 milliards dans la loi de finances initiale pour 2013, les crédits du budget général ont été portés à 2174,142 milliards du fait d'une part, des modifications nettes apportées par les deux lois de finances rectificatives (94,827 milliards) et d'autre part, des reports de crédits d'investissement (25,765 milliards).

Au 31 décembre 2013, les crédits engagés sont évalués à 1989,895 milliards, soit un taux d'exécution global de 91,53%.

Sur ces engagements, les ordonnancements se sont établis à 1935,064 milliards et le montant des paiements est évalué à 1896,402 milliards.

Le tableau suivant résume les différents niveaux d'exécution du budget général par titre au 31 décembre 2013.

Tableau 2: Situation d'exécution des dépenses du budget général au 31/12/2013 (en milliards)

Titre	Prévision LFI	Modifications	Report de crédits	Total prévision	Engagement	taux d'engagement des crédits	Liquidation	Taux de liquidation des engagements	Ordonnement	Taux d'ordonnement des liquidations	Paiement	Reste à payer ou à prendre en charge
	(1)	(2)	(3)	(4) = 1+2+3	(5)	(6)= 5/4	(7)	(8) = 7/5	(9)	(10)=9/7	(11)	(12) = 11 - 9
Titre 1- Dette publique	440,850	-27,880		412,970	384,360	93,07%	384,360	100,00%	384,360	100,00%	384,360	0,000
Titre 2- Dépenses de personnel	467,100	10,000		477,100	461,068	96,64%	461,068	100,00%	461,068	100,00%	461,068	0,000
Titre 3- Dépenses de fonctionnement	352,095	-13,474		338,621	315,858	93,28%	283,580	89,78%	283,563	99,99%	262,638	20,925
Titre 4- Transferts courants	278,205	84,238		362,443	336,170	92,75%	336,171	100,00%	336,171	100,00%	336,165	0,006
Total dépenses ordinaires	1538,250	52,884	0,000	1591,134	1497,456	94,11%	1465,179	97,84%	1465,162	100,00%	1444,231	20,931
Total dépenses ordinaires hors personnel	1071,150	42,884	0,000	1114,034	1036,388	93,03%	1004,111	96,89%	1004,094	100,00%	983,163	20,931
Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat	183,982	-13,339	16,190	186,833	130,219	69,70%	108,252	83,13%	108,202	99,95%	91,124	17,078
Titre 6- Transferts en capital	331,318	55,282	9,575	396,175	362,220	91,43%	362,220	100,00%	361,700	99,86%	361,047	0,653
Total Investissement	515,300	41,943	25,765	583,008	492,439	84,47%	470,472	95,54%	469,902	99,88%	452,171	17,731
TOTAL BG	2053,550	94,827	25,765	2174,142	1989,895	91,53%	1935,651	97,27%	1935,064	99,97%	1896,402	38,662

III.1. Dépenses sur ressources internes hors personnel

Les dépenses sur ressources internes hors personnel se répartissent en dépenses ordinaires et dépenses en capital.

III.1.1 Les dépenses ordinaires hors personnel :

Les crédits ouverts pour les dépenses ordinaires hors personnel (dette publique, dépenses de fonctionnement et dépenses de transferts courants) ont été arrêtés à un montant de 1114,034 milliards. Ils ont été exécutés au 31 décembre 2013 comme suit:

- Engagement : 1036,388 milliards soit 93,03% des crédits ouverts ; il correspond au montant des obligations constatées, desquelles résultera une charge de l'Etat;
- Liquidation : 1004,111 milliards, soit 96,89% des engagements; elle correspond au montant des engagements pour lesquels le droit du créancier est constaté c'est-à-dire que sa créance existe et qu'elle est exigible ;
- Ordonnancement : 1004,094 milliards, soit 100% des liquidations ; il correspond au montant des liquidations pour lequel l'ordre est donné au comptable de payer la dette de l'Etat ou celle des autres organismes publics ;
- Paiement : le montant des paiements au 31 décembre 2013 est arrêté à 983,163 milliards, soit un taux de paiement de 97,9% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge d'un montant de 20,931 milliards.
- En outre, des avances non encore régularisées d'un montant de **3,959** milliards ont été constatées².

➤ **La dette publique** : Au cours du quatrième trimestre 2013, les paiements au titre du service de la dette publique sont évalués à un montant de 110,97 milliards dont 73,62 milliards pour le principal et 37,35 milliards pour les intérêts et commissions.

Au titre de la dette extérieure, le montant des paiements au cours du trimestre sous revue s'est établi à 39,89 milliards. Concernant la dette intérieure, le montant des paiements pour la même période est de 71,08 milliards et comprennent les instruments de plus d'un an, la dette vis-à-vis du FMI et du fonds koweïtien.

² A la date du 31 janvier 2014.

En cumul sur l'année 2013, le montant payé au titre du service de la dette publique est évalué à 384,36 milliards, soit 20,2% des paiements des dépenses du budget général. Ces paiements ont servi à honorer les échéances sur la dette intérieure pour un montant de 266,64 milliards et celles relatives à la dette extérieure pour un montant de 117,72 milliards.

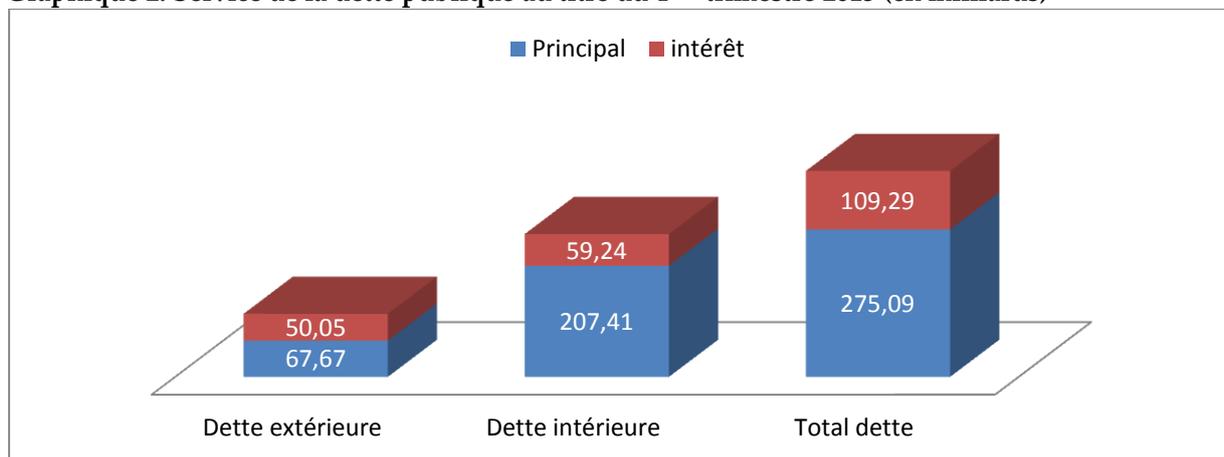
Le taux d'exécution des crédits destinés au paiement du service de la dette publique s'est établi à 93,07% au 31 décembre 2013.

Le tableau ci-après retrace les montants payés au titre du service de la dette publique pour le quatrième trimestre 2013.

Tableau 3: Service de la dette publique par trimestre au titre de l'année 2013 (en milliards)

Dette publique 2013	Trimestre 1_13	Trimestre 2_13	Trimestre 3_13	Trimestre 4_13	Cumul	Ecart Trim4_13/Trim3_13	
						valeur	%
Dette extérieure	17,49	37,37	22,97	39,89	117,72269	16,92269	74%
Principal	10,71	21,28	12,89	22,79	67,67487	9,90487	77%
intérêt	6,78	16,09	10,08	17,10	50,04782	7,01782	70%
Dette intérieure	94,45	64,31	36,82	71,08	266,66	34,26	93%
Principal	79,95	48,02	28,62	50,82	207,41	22,20	78%
intérêt	14,5	16,29	8,2	20,25	59,24	12,05	147%
Dette publique totale	111,94	101,68	59,79	110,97	384,38	51,18	86%

Graphique 2: Service de la dette publique au titre du 4^{ème} trimestre 2013 (en milliards)



- **Les dépenses de fonctionnement:** Il s'agit des dépenses destinées au fonctionnement des services de l'Administration. Les niveaux d'exécution sont analysés **en cumul** au 31 décembre 2013 et se présentent comme suit:
 - Engagement : 315,858 milliards, soit 93,28% des crédits ouverts ;
 - Liquidation : 283,580 milliards, soit 89,78% des engagements ;
 - Ordonnancement : 283,563 milliards, soit 99,99% des liquidations ;

- Paiement : 262,638 milliards, soit 92,6% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 20,925 milliards;
- Caisse d’avance à régulariser : 2,789 milliards sur un total de 11,007 milliards, soit un taux de régularisation de 74,66%.

Comparativement à la même période de l’année 2012, l’évolution, suivant les différentes phases, du niveau d’exécution des crédits de fonctionnement est consignée dans le tableau ci-dessous. Ce tableau indique un niveau d’exécution des crédits inférieur à celui de 2012 aussi bien au niveau des engagements avec une baisse de 8,3 points de pourcentage qu’au niveau des paiements avec une baisse de 5,4 points de pourcentage.

Tableau 4: Evolution des taux d’exécution des dépenses de fonctionnement

	Trim.4 2012	Trim.4 2013	Ecart
Taux d'engagement des crédits	101,5%	93,3%	-8,3%
Taux de liquidation des engagements	91,6%	89,8%	-1,8%
Taux d'ordonnement des liquidations	100,0%	100,0%	0,0%
Taux de Paiement des ordonnancements	98,0%	92,6%	-5,4%

➤ **Les transferts courants** : Il s’agit des transferts et subventions destinés aux Collectivités locales, aux agences, aux universités et autres établissements publics, mais aussi aux allocations sociales, aux contributions aux organisations internationales, etc. Les niveaux d’exécution sont analysés **en cumul** au 31 décembre 2013 et se présentent comme suit:

- Engagement : 336,170 milliards, soit 92,75% des crédits ouverts ;
- Ordonnement : 336,171 milliards; soit 100% des engagements ;
- Paiement : 336,165 milliards; soit 99,99% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 0,006 milliard;
- Caisse d’avance à régulariser (provisoire): 1,170 milliard sur un total de 2,553 milliard, soit un taux de régularisation de 54,17%.

Comparativement à la même période de l’année 2012, l’évolution, suivant les différentes phases, du niveau d’exécution des crédits de transferts courants est consignée dans le tableau ci-dessous. Ce tableau indique une baisse du niveau d’exécution des transferts courants pour lesquels le taux d’engagement est en baisse de 6,9 points de pourcentage. Cependant, les taux d’ordonnement des engagements et de paiement des ordonnancements ont légèrement évolué à la hausse.

Tableau 5: Evolution des niveaux d'exécution des dépenses de transferts courants

	Trim.4 2012	Trim.4 2013	Ecart
taux d'engagement des crédits	99,6%	92,8%	-6,9%
taux d'ordonnancement des engagements	99,9%	100,0%	0,1%
taux de Paiement des ordonnancements	99,9%	100,0%	0,1%

III.1.2 Les dépenses en capital sur ressources internes:

Les dépenses en capital financées sur ressources internes ont été initialement prévues pour un montant de 515,300 milliards. Elles ont été portées à un montant de 583,008 milliards par les reports de crédits d'investissement d'un montant de 25,765 milliards et les modifications par voies législative et règlementaire d'un montant de 41,943 milliards.

Les crédits d'investissement se répartissent en investissements exécutés par L'Etat pour un montant de 186,833 milliards (32%) et de transferts en capital pour un montant de 396,175 milliards (68%).

➤ **Les investissements exécutés par l'Etat :** Les dépenses d'investissement exécutées directement par les services de l'Administration ressortent comme suit :

- Engagement : 130,219 milliards; soit 69,70% des crédits ouverts ;
- Liquidation : 108,252 milliards ; soit 83,13% des engagements ;
- Ordonnancement : 108,202 milliards; soit 99,95% des liquidations ;
- Paiement : 91,124 milliards, soit 84,2% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 17,078 milliards;
- Caisse d'avance à régulariser : 0,928 milliard sur un total de 2,697 milliard, soit un taux de régularisation de 65,6%.

Comparativement à la même période de l'année 2012, l'évolution, suivant les différentes phases, du niveau d'exécution des investissements exécutés par l'Etat est consignées dans le tableau ci-dessous. Il montre une baisse à tous les niveaux, des taux de réalisation des investissements exécutés par l'Etat par rapport à la même période de 2012. Particulièrement, le niveau d'engagement des crédits est en baisse de près de 20 points de pourcentage comparativement à la gestion écoulée.

Tableau 6: Evolution des taux d'exécution des investissements exécutés par l'Etat

	Trim.4 2012	Trim.4 2013	Ecart
taux d'engagement des crédits	89,68%	69,70%	-19,98%
taux de liquidation des engagements	96,94%	83,13%	-13,81%
taux d'ordonnancement des liquidations	99,99%	99,95%	-0,04%
taux de Paiement des ordonnancements	99,75%	84,22%	-15,54%

- **Les transferts en capital** : Composées d'investissements exécutés par les agences et autres entités autonomes similaires et des subventions d'investissement pour les collectivités locales et les établissements publics, les dépenses de transferts en capital ressortent comme suit :
 - Engagement : 362,220 milliards, soit 91,43% des crédits ouverts ;
 - Ordonnancement : 361,700 milliards, soit 99,86% des engagements;
 - Paiement : 361,047 milliards, soit 99,8% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 0,653 milliard;
 - Caisse d'avance à régulariser : Sur un total de 520 millions, un montant de 519,994 millions a été régularisé, soit un taux de régularisation de 99,99%.

Notons que le rythme de consommation des crédits de transfert en capital est conforme à la modulation précisée par les décisions de versement établies par les administrateurs de crédits en début de gestion.

Comparativement à la même période de l'année 2012, l'évolution, suivant les différentes phases, du niveau d'exécution des crédits de transferts en capital est consignée dans le tableau ci-dessous. Il montre une baisse à tous les niveaux, du taux d'exécution des transferts en capital.

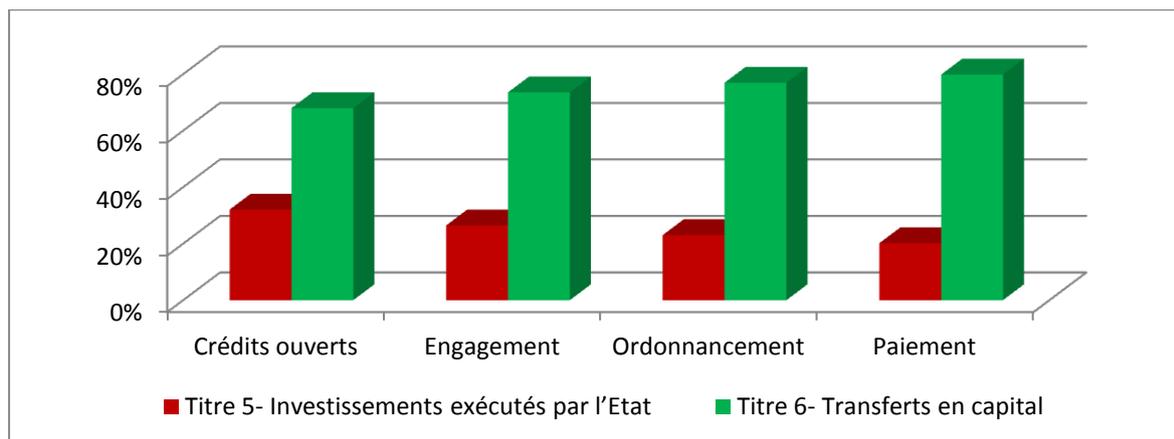
Tableau 7: Evolution des taux d'exécution des transferts en capital

	Trim.4 2012	Trim.4 2013	Ecart
taux d'engagement des crédits	94,9%	91,4%	-3,4%
taux d'ordonnancement des engagements	100,0%	99,9%	-0,1%
taux de Paiement des ordonnancements	99,9%	99,8%	-0,1%

Globalement, le niveau d'engagement des dépenses d'investissement ressort à 84,47% au 31 décembre 2013. Ce niveau relativement acceptable est tiré par la bonne performance de l'exécution des transferts en capital (91,43%) contrebalancée par le niveau d'exécution des dépenses administrées par l'Administration centrale qui s'établit à 69,7%.

Le graphique ci-après fait état de la répartition des dépenses d'investissement, au quatrième trimestre 2013, entre les investissements exécutés par l'Etat et les transferts en capital. Il montre que les services de l'Etat ont plus tendance à exécuter leurs programmes d'investissement par le biais du titre 6 : « transferts en capital » plus facile à mobiliser et offrant la possibilité d'échapper à l'annualité des crédits, plutôt que par le titre 5 : « investissements exécutés par l'Etat ».

Graphique 3: Répartition des dépenses d'investissement par titre au 31/12/2013



Le graphique de l'annexe 3 permet de faire une comparaison des taux d'engagement global des crédits du budget général hors dette et hors personnel par section au 31 décembre 2013. Il montre un niveau d'exécution appréciable des crédits ouverts (89%).

En effet, l'essentiel des pouvoirs publics et ministères (46%) ont réalisé un niveau d'exécution de plus de 90% des crédits qui leur ont été alloués et d'autres (49%) sont à un taux d'exécution compris entre 70% et 90%. Cependant, le Ministère de l'Industrie et des Mines et la Cour des comptes ont les taux d'exécution les plus faibles avec respectivement 67% et 54%.

III.2 Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel payées au courant du quatrième trimestre 2013 s'élèvent à un montant de 115,311 milliards contre 117,525 milliards pour le troisième trimestre ; soit une baisse de 2,214 milliards due aux paiements des mois de novembre et décembre.

En cumul au 31 décembre 2013, le montant total de la masse salariale se chiffre à 461,068 milliards, enregistrant ainsi une hausse de 0,71%, soit 3,249 milliards par rapport au montant payé à la même période pour l'année 2012.

Cette hausse est la résultante de celles notées pour le premier trimestre pour 1,395 milliard, le deuxième trimestre pour 1,301 milliard et le troisième trimestre pour 2,113 milliards, atténuée par la baisse enregistrée au quatrième trimestre de 1,561 milliard, comme le montre le tableau ci-après.

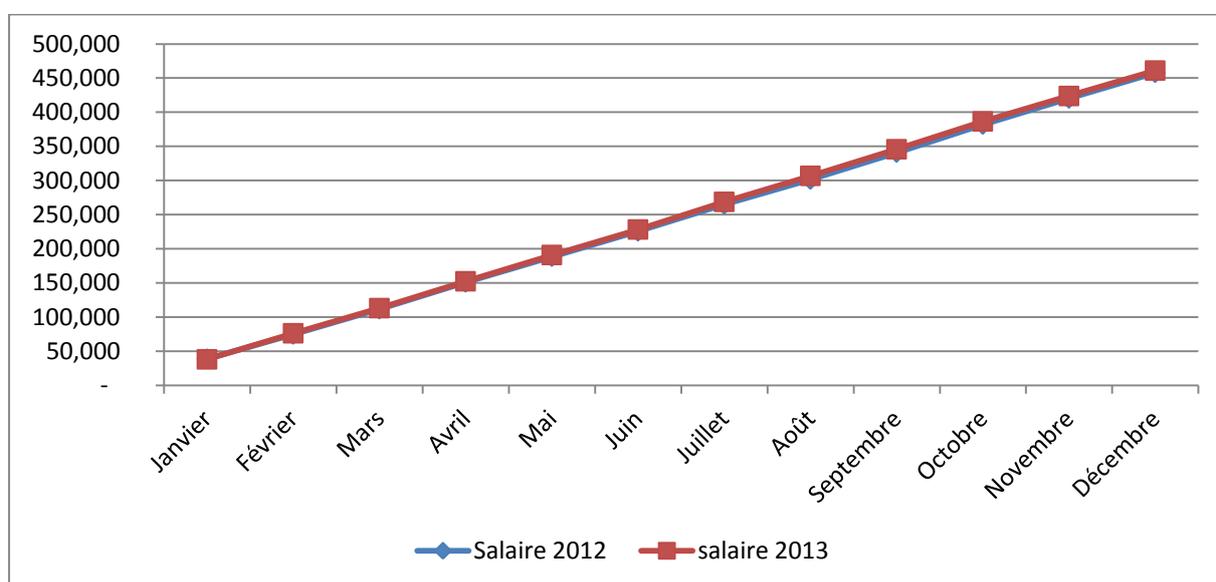
Tableau 8: Evolution de la masse salariale au quatrième trimestre 2013 (en milliards)

	2 012	2 013	Ecart
Trimestre 1	111,621	113,016	1,395
Trimestre 2	113,916	115,216	1,301
Trimestre 3	115,411	117,525	2,114
Trimestre 4	116,871	115,311	-1,561
Cumul	457,819	461,068	3,249

Source : DSPRV/DGF/MEF

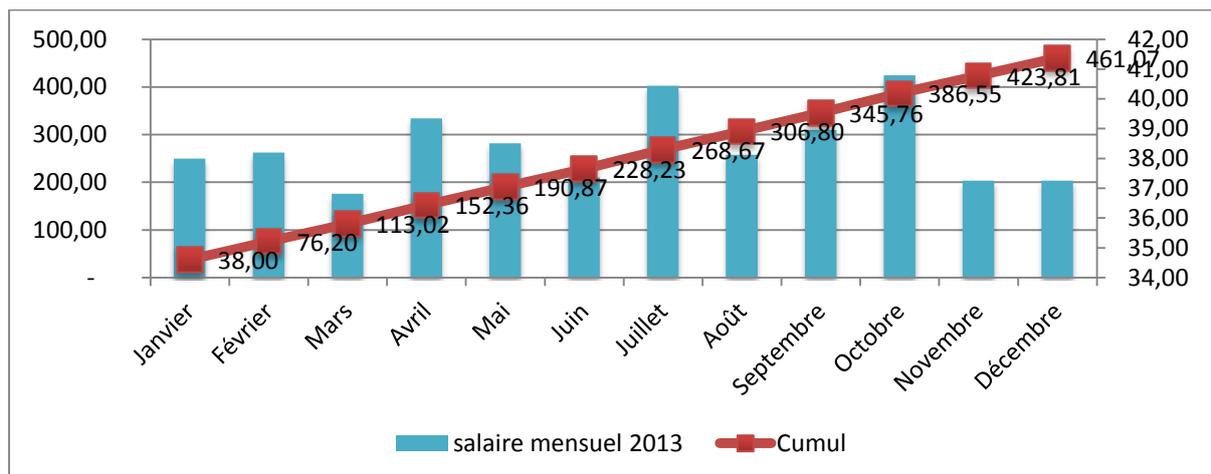
Néanmoins, l'exécution des dépenses de personnel de 2013 reste sur le même sentier d'évolution que celle de 2012 comme l'illustre le graphique ci-dessous avec les deux courbes d'évolution qui se superposent pour les douze mois.

Graphique 4: Evolutions comparées des masses salariales de 2012 et de 2013 (en milliards)



Le niveau de consommation des crédits de personnel est relativement correct au quatrième trimestre 2013 avec un taux d'exécution de 96,64% par rapport aux crédits ouverts. Le graphique suivant présente l'évolution mensuelle de la masse salariale au courant de l'année 2013.

Graphique 5: Masse salariale mensuelle et cumul de janvier à décembre 2013 (en milliards)



IV. LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

IV.1 Les comptes d'affectation spéciale

IV.1.1 le Fond national de Retraite (FNR)

➤ Les recettes du FNR au 31 décembre 2013

Les recettes du fonds national de retraite du quatrième trimestre 2013 s'élèvent à 15,912 milliards, en baisse de 313 millions par rapport au trimestre précédent.

Par contre, le nombre moyen de cotisants a connu une hausse de 1345 agents en passant de 70 734 agents au troisième trimestre à 72 079 agents au quatrième trimestre.

En cumul au 31 décembre 2013, les recettes du FNR sont arrêtées à 64,015 milliards, en baisse de 1,460 milliard en valeur absolue et 2,2% en valeur relative par rapport à la même période de 2012.

Tableau 9: Recettes du FNR et nombre de cotisants au 4^{ème} trimestre 2013

Période	Montant (en milliard FCFA)	Nombre moyen de cotisants
Trimestre 1	15,779	69 804
Trimestre 2	16,099	69 946
Trimestre 3	16,225	70 734
Trimestre 4	15,912	72 079
Ecart trimestre 4/ trimestre 3	-0,313	1 345
Cumul	64,015	

➤ **Les dépenses du FNR au 31 décembre 2013**

Les dépenses du fonds national de retraite du quatrième trimestre 2013 s'élèvent à un montant de 17,514 milliards, en hausse de 139 millions par rapport au trimestre précédent.

Le nombre moyen d'allocataires est passé de 56 027 pensionnés au troisième trimestre à 56 589 pensionnés au quatrième trimestre 2013, soit en hausse de 562 nouveaux allocataires en moyenne entre les deux trimestres.

En cumul au 31 décembre 2013, les dépenses du FNR se chiffrent à **68,898** milliards, en progression de 4,994 milliards en valeur absolue et 7,8% en valeur relative par rapport à la même période de 2012.

Tableau 10: Dépenses du FNR et nombre d'allocataires au 4^{ème} trimestre 2013

Période	Montant (en milliard FCFA)	Nombre moyen d'allocataires
Trimestre 1	16,817	54 663
trimestre 2	17,193	55 314
Trimestre 3	17,375	56 027
trimestre 4	17,514	56 589
Ecart	0,139	562
Cumul	68,898	

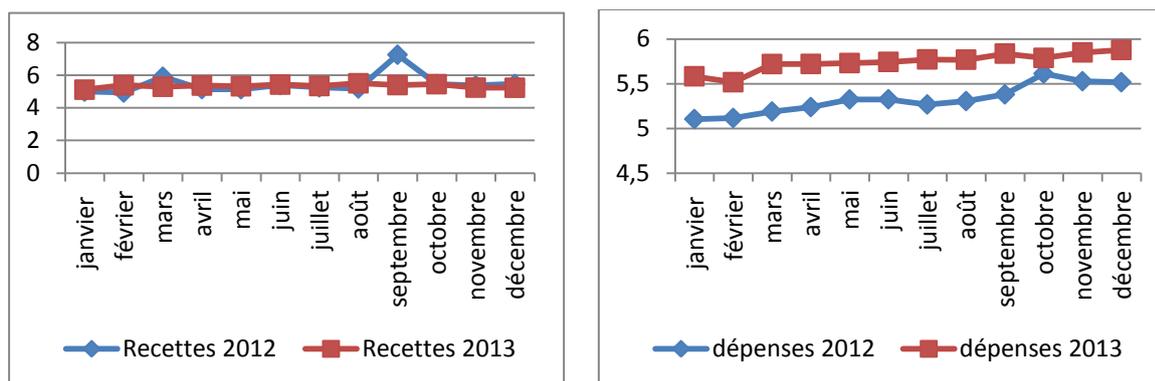
➤ **Solde du FNR au 31 décembre 2013**

Les recettes du FNR au 31 décembre 2013 s'élèvent à un montant de **64,015** milliards tandis que pour la même période, les dépenses s'élèvent à **68,889** milliards. Le déficit constaté au cours de l'année 2013 est de 4,883 milliards, soit en moyenne un déficit mensuel de 407 millions.

Graphique 6: Situation du FNR au 4^{ème} trimestre 2013 (en milliards)



Graphique 7 : Evolutions comparées des recettes et des dépenses du FNR de 2012 et de 2013 (en milliards)



IV.1.2 Les autres comptes d'affectation spéciale

La situation provisoire des comptes d'affectation spéciale (hors FNR) ont enregistré des recettes cumulées, au 31 décembre 2013, de l'ordre de 2,011 milliard dont 586,304 millions pour le fonds de lutte contre les incendies et 948,730 millions pour la Caisse d'Encouragement à la Pêche. Par rapport au troisième trimestre 2013, ces recettes sont en hausse de 777 millions dont 400 millions provenant de la Caisse d'Encouragement à la Pêche.

Les dépenses portées sur lesdits comptes s'élèvent en revanche à 812,536 millions au même moment, soit un solde excédentaire au terme du quatrième trimestre 2013 de 1,198 milliards contre 916,320 millions au troisième trimestre.

IV.2 Le compte de commerce

Le compte de commerce « opération des armées à caractère industrielle et commerciale » a enregistré en recette un montant de 23,526 millions au quatrième trimestre 2013, même montant que le trimestre précédent. Aucune dépense n'est exécutée sur ce compte.

IV.3 Les comptes de prêts

Globalement les recettes issues du recouvrement des prêts communément appelés « prêts DMC » sont arrêtées à 15,518 milliards au 31 décembre 2013. Le montant des prêts accordés aux agents de l'Etat s'élève à 14,306 milliards pour la période sous revue. Ainsi, au titre des opérations de l'année, les comptes de prêts restent excédentaires de 1,212 milliards.

IV.4 Les comptes d'avance

Seul le compte « avance aux collectivités locales » a enregistré des recettes de 800 millions et des dépenses d'égal montant ; soit un solde nul sur la période.

ANNEXE 1: Situation (provisoire) des recettes du budget général au 31/12/2013 (en milliards)

Nature de la recette	Prévisions LFI	Prévisions LFR	Recouvrements 2013					Cumul au 31 décembre 2013
			Trim. 1	Trim. 2	Trim. 3	Trim. 4	Ecart	
071 RECETTES FISCALES								
711 Impôts sur le revenu, les bénéfiques et gains en capital	160,50	151,50	39,90	94,06	11,84	31,58	19,74	177,38
712 Impôts sur les salaires et autres rémunérations	238,60	238,60	57,70	49,90	47,90	66,37	18,47	221,87
Total impôts sur revenu et sur salaires (711+712)	399,10	390,10	97,60	143,96	59,74	97,95	38,21	399,25
713 impôts sur le patrimoine (IRCM, IRVM et TPV)	24,10	20,60	5,30	5,52	5,48	6,83	1,35	23,13
714 Autres impôts directs (CFCE)	0,00	0,00	0,06	0,07	0,17	0,61	0,44	0,91
TOTAL Impôts directs (711+ 712+ 713+ 714)	423,20	410,70	102,96	149,55	65,39	105,39	40,00	423,29
715 Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	796,80	781,00	151,80	165,37	172,56	176,01	3,46	665,74
716 Droits de timbre et d'enregistrement	33,30	32,00	4,80	8,40	6,77	8,06	1,29	28,03
717 Droits et taxes à l'importation	202,40	202,40	48,52	54,73	52,85	63,80	10,95	219,90
719 Autres recettes fiscales	36,80	32,90	2,72	8,02	0,76	8,52	7,76	20,02
Total impôts indirects (715+716+717+719)	1069,30	1048,30	207,84	236,52	232,94	256,38	23,44	933,68
071 TOTAL RECETTES FISCALES (711+715+716+717+719)	1492,50	1459,00	310,80	386,07	298,33	361,77	63,44	1356,96
072 RECETTES NON FISCALES							0,00	0,00
721 Revenu de l'Entreprise et du Domaine	22,50	22,50	1,80	7,30	1,90	5,62	3,72	16,62
722 Droits et frais administratifs	0,10	0,10	0,20	0,30	0,20	0,30	0,10	1,00
723 Amendes et condamnations pécuniaires	0,10	0,10	0,05	0,05	0,00	0,14	0,14	0,24
724 Produits financiers	52,00	57,60	2,20	16,70	26,30	0,40	-25,90	45,60
729 Autres recettes non fiscales	2,70	2,70	0,40	0,26	1,44	0,34	-1,11	2,44
TOTAL RECETTES NON FISCALES (721 à 731)	77,40	83,00	4,65	24,61	29,84	6,79	-23,05	65,89
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	1569,90	1542,00	315,45	410,68	328,17	368,55	40,39	1422,85
74 Dons budgétaires	38,60	38,40		9,60	0,00	0,57	0,57	10,17
76 Recettes exceptionnelles (dont PPTE / IADM)	59,00	97,46	4,50	23,77	1,28	57,80	56,52	87,35
14 Emission de bons du Trésor	150,00	79,00	99,80	47,40	10,00	20,00	10,00	177,20
17 Autres Emprunts (Emissions d'obligations)	186,05	327,27	34,80	24,30	139,10	36,51	-	234,71
29 Remboursement Prêts rétrocédés	12,80	12,80	0,40	0,10	14,70	-15,20	-29,90	0,00
16 Emprunt Programme	37,20	51,00	5,10	0,00	14,50	0,00	-14,50	19,60
Total Autres Recettes (74 - 75 -76- 14-17-29-16)	483,65	605,93	144,60	105,17	179,58	99,67	-79,91	529,02
Total Recettes internes (71-72-74- 76-29)	2053,55	2147,93	460,05	515,85	507,75	468,22	-39,52	1951,87

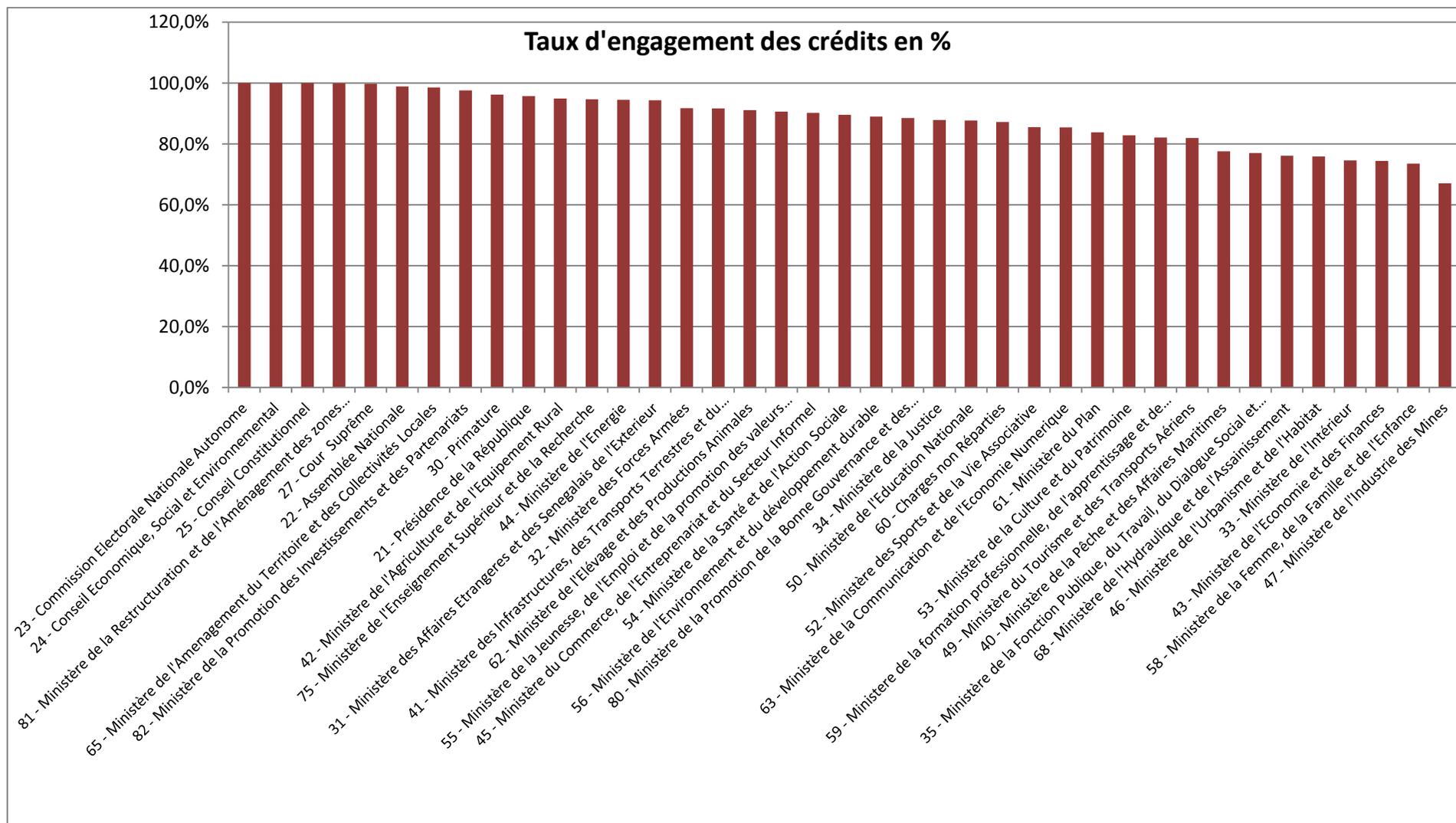
Sources : DGCPT

ANNEXE 2: Situation des comptes spéciaux du Trésor au 31 décembre 2013 en FCFA

LIBELLES	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
Comptes d'affectation spéciale			
96.101 Fonds national de retraite	64 015 000 000	68 898 000 000	- 4 883 000 000
96.102 Frais de cont. des Stes à particip publique	475 741 571	166 102 133	309 639 438
96.103 Caisse d'encouragement à la pêche	948 730 361	625 453 305	323 277 056
96.104 Fonds de lutte contre l'incendie	586 304 076	20 981 433	565 322 643
Sous-total	66 025 776 008	69 710 536 871	- 3 684 760 863
Comptes de commerce			-
96.201 Opérations des armées à caractère industriel et com.	23 526 480	-	23 526 480
Sous-total	23 526 480	-	23 526 480
Comptes de prêts			-
96.503 Prêts aux collectivités locales			-
96.507 Prêts aux particuliers	15 518 766 003	14 306 110 531	1 212 655 472
Sous-total	15 518 766 003	14 306 110 531	1 212 655 472
Comptes d'avances			
96.605 Avances aux collectivités locales	800 000 000	800 000 000	-
Sous-total	800 000 000	800 000 000	-
Total CST	82 368 068 491	84 816 647 402	- 2 448 578 911

Sources : DGCPPT sauf pour les données sur le FNR fournies par la DSPRV

ANNEXE 3: Taux d'engagement ordonnés des crédits du budget général par section au 31 décembre 2013 (hors dette et hors personnel)




**ANNEXE 4 : SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR
SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**
GESTION :**2013****MOIS :****12-2013**

à la date du 31/01/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
21 - Présidence de la République	50 775 502 000	6 175 000 000	23 988 740 450	199 501 000	81 138 743 450	77 942 247 902	3 196 495 548	77 669 666 674	96	77 247 615 181	77 247 615 181	95	77 243 721 181	76 538 461 802	705 259 379
Dépenses de fonctionnement	9 231 774 000	335 000 000	1 482 293 700	0	11 049 067 700	10 402 014 452	647 053 248	10 130 014 928	92	9 742 803 352	9 742 803 352	88	9 742 803 352	9 257 753 786	485 049 566
Transferts courants	14 353 728 000	4 230 000 000	7 081 596 750	0	25 665 324 750	25 015 324 750	650 000 000	25 015 324 750	97	25 015 324 750	25 015 324 750	97	25 015 324 750	25 015 324 750	0
Investissements exécutés par l'état	994 570 000	100 000 000	-74 310 000	49 501 000	1 069 761 000	630 318 700	439 442 300	629 736 996	59	594 897 079	594 897 079	56	591 003 079	370 793 266	220 209 813
Transfert en capital	26 195 430 000	1 510 000 000	15 499 160 000	150 000 000	43 354 590 000	41 894 590 000	1 460 000 000	41 894 590 000	97	41 894 590 000	41 894 590 000	97	41 894 590 000	41 894 590 000	0
22 - Assemblée Nationale	8 309 506 000	0	90 000 000	0	8 399 506 000	8 309 506 000	90 000 000	8 309 506 000	99	8 309 506 000	8 309 506 000	99	8 309 506 000	8 309 506 000	0
Dépenses de fonctionnement	7 468 345 000	0	90 000 000	0	7 558 345 000	7 558 345 000	0	7 558 345 000	100	7 558 345 000	7 558 345 000	100	7 558 345 000	7 558 345 000	0
Transferts courants	91 161 000	0	0	0	91 161 000	91 161 000	0	91 161 000	100	91 161 000	91 161 000	100	91 161 000	91 161 000	0
Transfert en capital	750 000 000	0	0	0	750 000 000	660 000 000	90 000 000	660 000 000	88	660 000 000	660 000 000	88	660 000 000	660 000 000	0
23 - Commission Electorale Nationale Autonome	2 100 983 000	0	350 000 000	0	2 450 983 000	2 450 983 000	0	2 450 983 000	100	2 450 983 000	2 450 983 000	100	2 450 983 000	2 450 983 000	0
Transferts courants	2 100 983 000	0	350 000 000	0	2 450 983 000	2 450 983 000	0	2 450 983 000	100	2 450 983 000	2 450 983 000	100	2 450 983 000	2 450 983 000	0
24 - Conseil Economique, Social et Environnemental	0	674 587 000	0	0	674 587 000	674 587 000	0	674 587 000	100	674 587 000	674 587 000	100	674 587 000	674 587 000	0
Dépenses de fonctionnement	0	327 500 000	0	0	327 500 000	327 500 000	0	327 500 000	100	327 500 000	327 500 000	100	327 500 000	327 500 000	0
Transferts courants	0	347 087 000	0	0	347 087 000	347 087 000	0	347 087 000	100	347 087 000	347 087 000	100	347 087 000	347 087 000	0
25 - Conseil Constitutionnel	108 370 000	-45 000 000	85 000 000	0	148 370 000	148 370 000	0	148 370 000	100	148 370 000	148 370 000	100	148 370 000	148 370 000	0
Dépenses de fonctionnement	108 370 000	0	40 000 000	0	148 370 000	148 370 000	0	148 370 000	100	148 370 000	148 370 000	100	148 370 000	148 370 000	0
Transfert en capital	0	-45 000 000	45 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27 - Cour Suprême	1 067 933 000	-150 000 000	0	0	917 933 000	915 956 000	1 977 000	915 956 000	100	915 956 000	915 956 000	100	915 956 000	915 956 000	0
Dépenses de fonctionnement	915 956 000	0	0	0	915 956 000	915 956 000	0	915 956 000	100	915 956 000	915 956 000	100	915 956 000	915 956 000	0
Transferts courants	1 977 000	0	0	0	1 977 000	0	1 977 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements exécutés par l'état	150 000 000	-150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

22


**ANNEXE 4 : SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR
SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**
GESTION :**2013****MOIS :****12-2013**

à la date du 31/01/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
28 - Cour des Comptes	1 964 952 000	0	0	0	1 964 952 000	1 066 335 498	898 616 502	1 065 845 308	54	972 132 877	972 132 877	49	955 906 977	890 603 905	65 303 072
Dépenses de fonctionnement	253 952 000	0	0	0	253 952 000	215 762 298	38 189 702	215 563 458	85	128 329 227	128 329 227	51	121 520 627	97 603 905	23 916 722
Investissements exécutés par l'état	125 000 000	0	0	0	125 000 000	57 573 200	67 426 800	57 281 850	46	50 803 650	50 803 650	41	41 386 350	0	41 386 350
Transfert en capital	1 586 000 000	0	0	0	1 586 000 000	793 000 000	793 000 000	793 000 000	50	793 000 000	793 000 000	50	793 000 000	793 000 000	0
30 - Primature	20 449 015 000	873 000 000	959 378 224	76 346 127	22 357 739 351	21 545 272 566	812 466 785	21 515 772 491	96	21 122 435 069	21 122 435 069	94	21 074 462 500	20 658 852 978	415 609 522
Dépenses de fonctionnement	3 073 274 000	-130 000 000	450 000 000	0	3 393 274 000	3 366 479 732	26 794 268	3 336 979 657	98	2 973 798 433	2 973 798 433	88	2 946 704 655	2 850 022 614	96 682 041
Transferts courants	4 975 741 000	303 000 000	224 378 224	0	5 503 119 224	5 099 378 224	403 741 000	5 099 378 224	93	5 099 378 224	5 099 378 224	93	5 099 378 224	5 099 378 224	0
Investissements exécutés par l'état	853 000 000	0	0	76 346 127	929 346 127	747 414 610	181 931 517	747 414 610	80	717 258 412	717 258 412	77	696 379 621	377 452 140	318 927 481
Transfert en capital	11 547 000 000	700 000 000	285 000 000	0	12 532 000 000	12 332 000 000	200 000 000	12 332 000 000	98	12 332 000 000	12 332 000 000	98	12 332 000 000	12 332 000 000	0
31 - Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	23 890 555 000	3 515 000 000	7 646 159 560	0	35 051 714 560	34 374 405 834	677 308 726	33 063 627 355	94	10 205 204 443	10 205 054 443	29	9 933 313 143	9 363 853 143	569 460 000
Dépenses de fonctionnement	12 469 921 000	3 405 000 000	5 124 042 000	0	20 998 963 000	20 512 068 583	486 894 417	20 510 326 530	11	2 093 172 764	2 093 022 764	10	1 557 821 464	1 557 821 464	0
Transferts courants	5 210 634 000	0	2 522 117 560	0	7 732 751 560	7 707 243 145	25 508 415	6 707 243 145	87	6 707 243 145	6 707 243 145	87	6 707 243 145	6 707 243 145	0
Investissements exécutés par l'état	5 580 000 000	100 000 000	0	0	5 680 000 000	5 525 094 106	154 905 894	5 216 057 680	14	774 788 534	774 788 534	14	1 038 248 534	468 788 534	569 460 000
Transfert en capital	630 000 000	10 000 000	0	0	640 000 000	630 000 000	10 000 000	630 000 000	98	630 000 000	630 000 000	98	630 000 000	630 000 000	0
32 - Ministère des Forces Armées	50 464 375 000	10 767 921 000	155 817 000	1 383 007 908	62 771 120 908	57 616 335 142	5 154 785 766	57 616 335 142	92	55 692 535 153	55 692 535 153	89	53 423 672 856	50 557 313 908	2 866 358 948
Dépenses de fonctionnement	23 365 688 000	789 458 000	0	0	24 155 146 000	23 914 929 987	240 216 013	23 914 929 987	96	22 902 910 337	22 902 910 337	95	22 836 212 735	22 254 951 922	581 260 813
Transferts courants	2 313 687 000	4 185 260 000	153 000 000	0	6 651 947 000	4 908 500 378	1 743 446 622	4 908 500 378	74	4 908 500 378	4 908 500 378	74	4 908 500 378	4 908 500 378	0
Investissements exécutés par l'état	24 205 000 000	5 793 203 000	2 817 000	1 383 007 908	31 384 027 908	28 212 904 777	3 171 123 131	28 212 904 777	90	27 301 124 438	27 301 124 438	87	25 098 959 743	22 813 861 608	2 285 098 135
Transfert en capital	580 000 000	0	0	0	580 000 000	580 000 000	0	580 000 000	100	580 000 000	580 000 000	100	580 000 000	580 000 000	0
33 - Ministère de l'Intérieur	18 909 082 000	2 788 000 000	4 241 389 808	3 435 690 474	29 374 162 282	23 175 967 447	6 198 194 835	21 906 263 983	75	17 650 050 861	17 650 050 861	60	17 648 338 146	16 272 491 510	1 375 846 636
Dépenses de fonctionnement	7 105 082 000	778 000 000	298 002 691	0	8 181 084 691	7 209 371 739	971 712 952	5 977 017 057	73	4 669 111 935	4 669 111 935	57	4 667 399 220	4 309 953 949	357 445 271

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visés par ORD (titres émis) + Délégations émises


**ANNEXE 4 : SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR
SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**
GESTION :**2013****MOIS :****12-2013**

à la date du 31/01/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Investissements exécutés par l'état	11 784 000 000	1 510 000 000	0	3 435 690 474	16 729 690 474	12 016 055 378	4 713 635 096	11 978 706 596	72	9 030 398 596	9 030 398 596	54	9 030 398 596	8 011 997 231	1 018 401 365
Transfert en capital	20 000 000	500 000 000	3 943 387 117	0	4 463 387 117	3 950 540 330	512 846 787	3 950 540 330	89	3 950 540 330	3 950 540 330	89	3 950 540 330	3 950 540 330	0
34 - Ministère de la Justice	11 113 379 000	0	352 000 000	0	11 465 379 000	10 504 192 772	961 186 228	10 077 881 883	88	8 203 690 029	8 193 460 284	71	8 125 389 706	7 353 150 709	772 238 997
Dépenses de fonctionnement	5 379 517 000	0	322 000 000	0	5 701 517 000	5 556 285 071	145 231 929	5 173 580 441	91	4 710 422 098	4 700 192 353	82	4 675 771 214	4 078 216 347	597 554 867
Transferts courants	1 413 862 000	0	30 000 000	0	1 443 862 000	1 217 910 000	225 952 000	1 206 396 000	84	1 206 396 000	1 206 396 000	84	1 206 396 000	1 205 046 000	1 350 000
Investissements exécutés par l'état	4 320 000 000	0	0	0	4 320 000 000	3 729 997 701	590 002 299	3 697 905 442	86	2 286 871 931	2 286 871 931	53	2 243 222 492	2 069 888 362	173 334 130
35 - Ministère de la Fonction Publique, du Travail, du Dialogue	1 756 829 000	63 705 000	237 102 534	13 157 000	2 070 793 534	1 936 169 362	134 624 172	1 595 738 994	77	1 579 654 194	1 579 654 194	76	1 673 797 494	1 537 189 123	136 608 371
Dépenses de fonctionnement	481 909 000	0	195 036 389	0	676 945 389	654 511 549	22 433 840	458 281 181	68	450 663 385	450 663 385	67	450 663 385	424 504 294	26 159 091
Transferts courants	254 920 000	0	0	0	254 920 000	254 920 000	0	204 920 000	80	204 920 000	204 920 000	80	204 920 000	204 920 000	0
Investissements exécutés par l'état	890 000 000	0	42 066 145	13 157 000	945 223 145	833 032 813	112 190 332	738 832 813	78	730 365 809	730 365 809	77	824 509 109	714 059 829	110 449 280
Transfert en capital	130 000 000	63 705 000	0	0	193 705 000	193 705 000	0	193 705 000	100	193 705 000	193 705 000	100	193 705 000	193 705 000	0
40 - Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes	6 735 097 000	0	0	196 999 975	6 932 096 975	5 382 647 985	1 549 448 990	5 380 622 711	78	5 365 601 878	5 365 465 128	77	5 362 232 777	5 116 135 221	246 097 556
Dépenses de fonctionnement	525 650 000	0	0	0	525 650 000	434 619 812	91 030 188	434 619 812	83	422 620 507	422 483 757	80	420 975 411	362 003 945	58 971 466
Transferts courants	183 447 000	0	0	0	183 447 000	182 392 000	1 055 000	182 392 000	99	182 392 000	182 392 000	99	182 392 000	182 392 000	0
Investissements exécutés par l'état	3 197 900 000	0	0	196 999 975	3 394 899 975	2 382 536 173	1 012 363 802	2 380 510 899	70	2 377 489 371	2 377 489 371	70	2 375 765 366	2 188 639 276	187 126 090
Transfert en capital	2 828 100 000	0	0	0	2 828 100 000	2 383 100 000	445 000 000	2 383 100 000	84	2 383 100 000	2 383 100 000	84	2 383 100 000	2 383 100 000	0
41 - Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du	82 370 964 000	-96 000 000	10 175 101 510	0	92 450 065 510	84 795 534 119	7 654 531 391	84 795 480 439	92	84 783 637 959	84 783 637 959	92	84 783 579 039	84 652 442 577	131 136 462
Dépenses de fonctionnement	354 855 000	0	-2 898 490	0	351 956 510	339 748 564	12 207 946	339 748 564	97	336 312 994	336 312 994	96	336 254 994	264 903 960	71 351 034
Transferts courants	276 109 000	0	0	0	276 109 000	276 109 000	0	276 109 000	100	276 109 000	276 109 000	100	276 109 000	276 109 000	0
Investissements exécutés par l'état	480 000 000	0	0	0	480 000 000	477 754 042	2 245 958	477 700 362	100	469 293 452	469 293 452	98	469 292 532	409 507 104	59 785 428

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises


**ANNEXE 4 : SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR
SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**
GESTION :**2013****MOIS :****12-2013**

à la date du 31/01/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Transfert en capital	81 260 000 000	-96 000 000	10 178 000 000	0	91 342 000 000	83 701 922 513	7 640 077 487	83 701 922 513	92	83 701 922 513	83 701 922 513	92	83 701 922 513	83 701 922 513	0
42 - Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	75 352 076 000	-746 720 000	-4 700 000 000	48 135 200	69 953 491 200	66 391 760 148	3 561 731 052	66 389 033 978	95	65 691 571 494	65 691 421 498	94	65 147 721 320	64 773 089 161	374 632 159
Dépenses de fonctionnement	1 104 950 000	8 280 000	0	0	1 113 230 000	1 066 251 723	46 978 277	1 065 376 723	96	956 968 219	956 818 223	86	950 851 507	877 999 166	72 852 341
Transferts courants	6 262 126 000	0	0	0	6 262 126 000	6 115 126 000	147 000 000	6 115 126 000	98	6 115 126 000	6 115 126 000	98	6 115 126 000	6 115 126 000	0
Investissements exécutés par l'état	4 579 600 000	-158 600 000	0	48 135 200	4 469 135 200	2 292 060 672	2 177 074 528	2 290 209 502	51	1 701 155 522	1 701 155 522	38	1 663 422 060	1 514 969 581	148 452 479
Transfert en capital	63 405 400 000	-596 400 000	-4 700 000 000	0	58 109 000 000	56 918 321 753	1 190 678 247	56 918 321 753	98	56 918 321 753	56 918 321 753	98	56 418 321 753	56 264 994 414	153 327 339
43 - Ministère de l'Economie et des Finances	104 022 062 271	-1 500 152 691	-23 540 352 314	11 256 861 247	90 238 418 513	67 522 400 343	22 716 018 170	67 176 076 938	74	62 826 667 137	62 256 320 867	69	62 190 057 350	59 031 931 775	3 158 125 575
Dépenses de fonctionnement	7 787 120 891	224 680 524	513 950 616	0	8 525 752 031	7 313 869 439	1 211 882 592	7 067 813 335	83	5 592 809 527	5 592 709 527	66	5 554 353 184	5 074 053 454	480 299 730
Transferts courants	4 295 941 380	0	292 392 655	0	4 588 334 035	4 588 334 034	1	4 588 334 034	100	4 588 334 034	4 588 334 034	100	4 588 334 034	4 588 334 034	0
Investissements exécutés par l'état	53 822 299 000	-1 772 280 560	-19 595 463 822	3 126 601 895	35 581 156 513	27 006 196 356	8 574 960 157	26 905 935 032	76	24 031 529 039	23 981 276 792	67	23 953 369 618	21 275 543 773	2 677 825 845
Transfert en capital	38 116 701 000	47 447 345	-4 751 231 763	8 130 259 352	41 543 175 934	28 614 000 514	12 929 175 420	28 613 994 537	69	28 613 994 537	28 094 000 514	68	28 094 000 514	28 094 000 514	0
44 - Ministère de l'Energie	17 823 499 000	2 818 000 000	-115 320 758	82 302 050	20 608 480 292	19 480 198 415	1 128 281 877	19 479 898 415	95	19 383 045 810	19 383 045 810	94	19 383 045 810	19 376 635 830	6 409 980
Dépenses de fonctionnement	190 188 000	0	-12 287 643	0	177 900 357	175 468 804	2 431 553	175 468 804	99	142 959 799	142 959 799	80	142 959 799	139 709 819	3 249 980
Transferts courants	96 311 000	4 000 000 000	0	0	4 096 311 000	3 279 181 570	817 129 430	3 279 181 570	80	3 279 181 570	3 279 181 570	80	3 279 181 570	3 279 181 570	0
Investissements exécutés par l'état	2 073 000 000	0	-258 033 115	82 302 050	1 897 268 935	1 788 548 041	108 720 894	1 788 248 041	94	1 723 904 441	1 723 904 441	91	1 723 904 441	1 720 744 441	3 160 000
Transfert en capital	15 464 000 000	-1 182 000 000	155 000 000	0	14 437 000 000	14 237 000 000	200 000 000	14 237 000 000	99	14 237 000 000	14 237 000 000	99	14 237 000 000	14 237 000 000	0
45 - Ministère du Commerce, de l'Entreprenariat et du Secteur	7 281 272 000	437 058 699	-573 223 328	25 508 270	7 170 615 641	6 468 691 124	701 924 517	6 468 626 968	90	6 421 406 355	6 421 406 355	90	6 371 784 528	6 255 782 840	116 001 688
Dépenses de fonctionnement	426 500 000	0	-3 987 344	0	422 512 656	409 811 532	12 701 124	409 747 376	97	362 781 863	362 781 863	86	362 781 863	328 871 820	33 910 043
Transferts courants	2 364 772 000	0	-206 711 250	0	2 158 060 750	2 127 105 750	30 955 000	2 127 105 750	99	2 127 105 750	2 127 105 750	99	2 127 105 750	2 127 105 750	0
Investissements exécutés par l'état	1 670 000 000	0	-563 364 734	25 508 270	1 132 143 536	643 875 143	488 268 393	643 875 143	57	643 620 043	643 620 043	57	593 998 216	511 906 571	82 091 645

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises


**ANNEXE 4 : SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR
SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**
GESTION :**2013****MOIS :****12-2013**

à la date du 31/01/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Transfert en capital	2 820 000 000	437 058 699	200 840 000	0	3 457 898 699	3 287 898 699	170 000 000	3 287 898 699	95	3 287 898 699	3 287 898 699	95	3 287 898 699	3 287 898 699	0
46 - Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	7 108 448 000	1 200 000 000	0	0	8 308 448 000	6 312 834 053	1 995 613 947	6 304 558 857	76	6 001 321 299	5 999 861 799	72	5 944 021 405	5 868 351 509	75 669 896
Dépenses de fonctionnement	455 448 000	0	0	0	455 448 000	442 237 506	13 210 494	438 579 110	96	399 212 238	397 752 738	87	388 912 344	357 683 484	31 228 860
Transferts courants	15 000 000	0	0	0	15 000 000	15 000 000	0	15 000 000	100	15 000 000	15 000 000	100	15 000 000	15 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	2 928 000 000	-1 022 574 000	0	0	1 905 426 000	1 631 596 547	273 829 453	1 626 979 747	85	1 363 109 061	1 363 109 061	72	1 316 109 061	1 271 668 025	44 441 036
Transfert en capital	3 710 000 000	2 222 574 000	0	0	5 932 574 000	4 224 000 000	1 708 574 000	4 224 000 000	71	4 224 000 000	4 224 000 000	71	4 224 000 000	4 224 000 000	0
47 - Ministère de l'Industrie des Mines	0	0	1 099 384 086	0	1 099 384 086	737 689 496	361 694 590	737 689 496	67	708 142 376	708 142 376	64	648 303 940	381 310 066	266 993 874
Dépenses de fonctionnement	0	0	26 274 987	0	26 274 987	24 442 128	1 832 859	24 442 128	93	23 691 728	23 691 728	90	23 691 728	8 291 078	15 400 650
Transferts courants	0	0	206 711 250	0	206 711 250	206 711 250	0	206 711 250	100	206 711 250	206 711 250	100	206 711 250	206 711 250	0
Investissements exécutés par l'état	0	-100 000 000	821 397 849	0	721 397 849	461 536 118	259 861 731	461 536 118	64	432 739 398	432 739 398	60	372 900 962	121 307 738	251 593 224
Transfert en capital	0	100 000 000	45 000 000	0	145 000 000	45 000 000	100 000 000	45 000 000	31	45 000 000	45 000 000	31	45 000 000	45 000 000	0
49 - Ministère du Tourisme et des Transports Aériens	874 294 000	5 325 947 000	7 075 865	29 736 953	6 237 053 818	5 145 939 741	1 091 114 077	5 114 209 239	82	5 049 839 416	5 049 839 416	81	5 042 777 580	5 031 525 264	11 252 316
Dépenses de fonctionnement	186 417 000	23 032 000	7 075 865	0	216 524 865	211 700 240	4 824 625	211 500 240	98	203 674 417	203 674 417	94	203 674 417	199 601 887	4 072 530
Transferts courants	43 877 000	4 952 915 000	0	0	4 996 792 000	3 962 351 076	1 034 440 924	3 962 351 076	79	3 962 351 076	3 962 351 076	79	3 960 381 576	3 960 381 576	0
Investissements exécutés par l'état	494 000 000	0	0	29 736 953	523 736 953	471 888 425	51 848 528	440 357 923	84	383 813 923	383 813 923	73	378 721 587	371 541 801	7 179 786
Transfert en capital	150 000 000	350 000 000	0	0	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	100	500 000 000	500 000 000	100	500 000 000	500 000 000	0
50 - Ministère de l'Education Nationale	146 144 241 000	1 800 000 000	1 284 757 750	2 428 363 008	151 657 361 758	133 070 907 993	18 586 453 765	133 009 439 164	88	129 633 644 026	129 633 169 026	85	129 535 642 179	116 523 640 632	13 012 001 547
Dépenses de fonctionnement	120 482 836 000	1 800 000 000	241 661 000	0	122 524 497 000	119 867 848 795	2 656 648 205	119 806 532 716	26	118 173 570 981	118 173 095 981	96	118 126 643 100	105 881 040 480	12 245 602 620
Transferts courants	2 017 405 000	0	0	0	2 017 405 000	2 002 267 480	15 137 520	2 002 267 480	99	2 002 267 480	2 002 267 480	99	2 002 267 480	2 002 267 480	0
Investissements exécutés par l'état	18 483 000 000	-15 000 000	1 043 096 750	2 428 363 008	21 939 459 758	6 085 049 718	15 854 410 040	6 084 896 968	28	4 342 063 565	4 342 063 565	20	4 290 989 599	3 524 590 672	766 398 927

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises


**ANNEXE 4 : SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR
SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**
GESTION :**2013****MOIS :****12-2013**

à la date du 31/01/14

IMPUTATION Budget	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100 (9)	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00 (11)	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
Transfert en capital	5 161 000 000	15 000 000	0	0	5 176 000 000	5 115 742 000	60 258 000	5 115 742 000	99	5 115 742 000	5 115 742 000	99	5 115 742 000	5 115 742 000	0
52 - Ministère des Sports et de la Vie Associative	4 644 515 000	470 000 000	671 996 095	0	5 786 511 095	5 184 608 749	601 902 346	4 948 579 186	86	4 759 081 775	4 759 081 775	82	4 426 744 227	4 215 279 650	211 464 577
Dépenses de fonctionnement	1 894 240 000	421 900 000	571 996 095	0	2 888 136 095	2 790 095 432	98 040 663	2 554 065 869	87	2 467 472 331	2 467 472 331	85	2 135 134 783	2 064 186 146	70 948 637
Transferts courants	500 275 000	-11 900 000	0	0	488 375 000	486 350 000	2 025 000	486 350 000	100	486 350 000	486 350 000	100	486 350 000	486 350 000	0
Investissements exécutés par l'état	2 250 000 000	60 000 000	100 000 000	0	2 410 000 000	1 908 163 317	501 836 683	1 908 163 317	79	1 805 259 444	1 805 259 444	75	1 805 259 444	1 664 743 504	140 515 940
53 - Ministère de la Culture et du Patrimoine	5 979 773 000	3 727 000	25 000 000	151 166 090	6 159 666 090	5 102 553 538	1 057 112 552	5 102 359 004	83	5 086 588 057	5 086 588 057	83	5 081 780 074	5 053 089 202	28 690 872
Dépenses de fonctionnement	457 367 000	3 727 000	0	0	461 094 000	426 073 720	35 020 280	425 879 186	92	410 108 239	410 108 239	89	405 300 256	378 606 534	26 693 722
Transferts courants	3 522 406 000	0	25 000 000	0	3 547 406 000	3 490 872 000	56 534 000	3 490 872 000	98	3 490 872 000	3 490 872 000	98	3 490 872 000	3 490 872 000	0
Investissements exécutés par l'état	672 000 000	0	0	151 166 090	823 166 090	32 056 978	791 109 112	32 056 978	4	32 056 978	32 056 978	4	32 056 978	30 059 828	1 997 150
Transfert en capital	1 328 000 000	0	0	0	1 328 000 000	1 153 550 840	174 449 160	1 153 550 840	87	1 153 550 840	1 153 550 840	87	1 153 550 840	1 153 550 840	0
54 - Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	68 341 930 000	-3 524 352 000	1 000 000 000	1 617 209 430	67 434 787 430	60 614 901 636	6 819 885 794	60 432 681 333	90	56 831 087 440	56 827 594 640	84	56 639 671 553	54 017 198 268	2 622 473 285
Dépenses de fonctionnement	10 235 685 000	0	0	0	10 235 685 000	9 886 501 695	349 183 305	9 729 712 917	95	8 590 046 517	8 586 553 717	84	8 533 367 117	7 524 344 770	1 009 022 347
Transferts courants	27 556 245 000	975 648 000	0	0	28 531 893 000	28 338 362 064	193 530 936	28 338 362 064	99	28 338 362 064	28 338 362 064	99	28 338 362 064	28 338 362 064	0
Investissements exécutés par l'état	16 788 000 000	100 000 000	0	1 617 209 430	18 505 209 430	12 478 037 877	6 027 171 553	12 452 606 352	67	9 990 678 859	9 990 678 859	54	9 855 942 372	8 242 491 434	1 613 450 938
Transfert en capital	13 762 000 000	-4 600 000 000	1 000 000 000	0	10 162 000 000	9 912 000 000	250 000 000	9 912 000 000	98	9 912 000 000	9 912 000 000	98	9 912 000 000	9 912 000 000	0
55 - Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la promotion des	2 968 212 000	0	0	3 000 000	2 971 212 000	2 713 848 818	257 363 182	2 691 907 964	91	2 571 425 486	2 571 425 486	87	2 568 034 124	2 414 749 658	153 284 466
Dépenses de fonctionnement	674 267 000	0	0	0	674 267 000	623 216 444	51 050 556	622 996 444	80	539 241 060	539 241 060	80	539 041 060	487 664 625	51 376 435
Transferts courants	1 048 945 000	0	0	0	1 048 945 000	1 048 805 000	140 000	1 048 805 000	100	1 048 805 000	1 048 805 000	100	1 048 805 000	1 048 805 000	0
Investissements exécutés par l'état	820 000 000	0	0	3 000 000	823 000 000	616 827 374	206 172 626	595 106 520	72	558 379 426	558 379 426	68	555 188 064	453 280 033	101 908 031
Transfert en capital	425 000 000	0	0	0	425 000 000	425 000 000	0	425 000 000	100	425 000 000	425 000 000	100	425 000 000	425 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises


**ANNEXE 4 : SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR
SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**
GESTION :**2013****MOIS :****12-2013**

à la date du 31/01/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
56 - Ministère de l'Environnement et du développement durable	10 358 509 000	0	100 000 000	307 606 937	10 766 115 937	9 629 142 404	1 136 973 533	9 580 197 422	89	8 493 598 279	8 492 749 279	79	8 457 001 772	7 658 661 862	798 339 910
Dépenses de fonctionnement	3 257 219 000	0	0	0	3 257 219 000	2 987 500 315	269 718 685	2 968 422 064	91	2 397 743 183	2 396 894 183	74	2 373 870 408	2 124 206 716	249 663 692
Transferts courants	751 290 000	0	0	0	751 290 000	751 290 000	0	751 290 000	100	751 290 000	751 290 000	100	751 290 000	751 290 000	0
Investissements exécutés par l'état	4 128 000 000	0	100 000 000	307 606 937	4 535 606 937	3 668 852 089	866 754 848	3 638 985 358	80	3 123 065 096	3 123 065 096	69	3 110 341 364	2 561 665 146	548 676 218
Transfert en capital	2 222 000 000	0	0	0	2 222 000 000	2 221 500 000	500 000	2 221 500 000	100	2 221 500 000	2 221 500 000	100	2 221 500 000	2 221 500 000	0
58 - Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance	8 993 312 000	389 924 322	1 500 000 000	913 062 500	11 796 298 822	8 796 417 403	2 999 881 419	8 672 040 473	74	8 461 496 686	8 461 496 686	72	8 460 683 429	8 226 315 676	234 367 753
Dépenses de fonctionnement	973 818 000	0	0	0	973 818 000	918 619 657	55 198 343	918 249 657	94	810 103 526	810 103 526	83	809 998 392	739 950 827	70 047 565
Transferts courants	1 058 494 000	38 000 000	0	0	1 096 494 000	1 078 216 000	18 278 000	958 064 000	87	958 064 000	958 064 000	87	958 064 000	958 064 000	0
Investissements exécutés par l'état	4 229 000 000	0	0	913 062 500	5 142 062 500	2 215 657 424	2 926 405 076	2 211 802 494	43	2 109 404 838	2 109 404 838	41	2 108 696 715	1 944 376 527	164 320 188
Transfert en capital	2 732 000 000	351 924 322	1 500 000 000	0	4 583 924 322	4 583 924 322	0	4 583 924 322	100	4 583 924 322	4 583 924 322	100	4 583 924 322	4 583 924 322	0
59 - Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et	16 111 543 000	-3 167 741 816	3 000 000 000	1 890 000 000	17 833 801 184	14 657 879 595	3 175 921 589	14 653 290 822	82	12 521 533 123	12 521 533 123	70	12 487 165 187	11 466 095 557	1 021 069 630
Dépenses de fonctionnement	7 410 858 000	52 000 000	0	0	7 462 858 000	7 358 715 641	104 142 359	7 354 126 868	46	7 113 063 078	7 113 063 078	95	7 078 695 142	6 473 848 897	604 846 245
Transferts courants	1 276 685 000	0	0	0	1 276 685 000	1 273 075 200	3 609 800	1 273 075 200	100	1 273 075 200	1 273 075 200	100	1 273 075 200	1 273 075 200	0
Investissements exécutés par l'état	3 672 000 000	0	0	645 000 000	4 317 000 000	2 964 931 119	1 352 068 881	2 964 931 119	69	1 074 237 210	1 074 237 210	25	1 074 237 210	658 013 825	416 223 385
Transfert en capital	3 752 000 000	-3 219 741 816	3 000 000 000	1 245 000 000	4 777 258 184	3 061 157 635	1 716 100 549	3 061 157 635	64	3 061 157 635	3 061 157 635	64	3 061 157 635	3 061 157 635	0
60 - Charges non Réparties	216 419 925 729	29 987 127 000	-44 330 340 734	0	202 076 711 995	176 285 803 321	25 790 908 674	176 259 355 296	87	171 896 729 070	171 896 729 070	85	170 974 944 887	170 614 854 584	360 090 303
Dépenses de fonctionnement	120 849 713 479	10 971 916 000	-42 267 068 734	0	89 554 560 745	77 734 502 770	11 820 057 975	77 708 054 745	87	73 345 428 519	73 345 428 519	82	72 423 644 336	72 063 554 033	360 090 303
Transferts courants	95 570 212 250	17 500 000 000	-548 455 000	0	112 521 757 250	98 551 300 551	13 970 456 699	98 551 300 551	88	98 551 300 551	98 551 300 551	88	98 551 300 551	98 551 300 551	0
Investissements exécutés par l'état	0	1 515 211 000	-1 514 817 000	0	394 000	0	394 000	0	0	0	0	0	0	0	0
61 - Ministère du Plan	0	5 319 476	773 335 971	0	778 655 447	653 637 258	125 018 189	652 804 234	84	648 290 699	648 290 699	83	648 122 519	473 931 962	174 190 557
Dépenses de fonctionnement	0	319 476	39 287 784	0	39 607 260	27 289 222	12 318 038	27 289 222	69	22 775 687	22 775 687	58	22 775 687	15 100 312	7 675 375

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises


**ANNEXE 4 : SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR
SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**
GESTION :**2013****MOIS :****12-2013**

à la date du 31/01/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT			
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé	Reste à Payer
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)	
Transferts courants		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Investissements exécutés par l'état		0	5 000 000	559 210 868	0	564 210 868	456 010 717	108 200 151	455 177 693	81	455 177 693	455 177 693	81	455 009 513	288 494 331	166 515 182
Transfert en capital		0	0	174 837 319	0	174 837 319	170 337 319	4 500 000	170 337 319	97	170 337 319	170 337 319	97	170 337 319	170 337 319	0
62 - Ministère de l'Elevage et des Productions Animales		6 384 307 000	250 000 000	0	495 761 264	7 130 068 264	6 504 529 116	625 539 148	6 498 406 996	91	6 011 856 967	6 011 856 967	84	5 988 208 967	4 792 218 936	1 195 990 031
Dépenses de fonctionnement		579 711 000	0	0	0	579 711 000	561 307 116	18 403 884	558 807 168	96	542 369 510	542 369 510	94	542 321 510	472 993 273	69 328 237
Transferts courants		204 596 000	0	0	0	204 596 000	204 596 000	0	204 596 000	100	204 596 000	204 596 000	100	204 596 000	204 596 000	0
Investissements exécutés par l'état		4 165 000 000	250 000 000	0	445 761 264	4 860 761 264	4 253 626 000	607 135 264	4 250 003 828	87	3 779 891 457	3 779 891 457	78	3 756 291 457	2 629 629 663	1 126 661 794
Transfert en capital		1 435 000 000	0	0	50 000 000	1 485 000 000	1 485 000 000	0	1 485 000 000	100	1 485 000 000	1 485 000 000	100	1 485 000 000	1 485 000 000	0
63 - Ministère de la Communication et de l'Economie Numérique		4 824 654 000	3 474 279 047	1 755 957 000	11 000 000	10 065 890 047	8 599 273 498	1 466 616 549	8 599 213 498	85	8 594 130 258	8 594 130 258	85	8 594 130 258	8 502 259 500	91 870 758
Dépenses de fonctionnement		588 284 000	0	0	0	588 284 000	580 568 619	7 715 381	580 508 619	99	575 425 379	575 425 379	98	575 425 379	548 638 711	26 786 668
Transferts courants		921 370 000	0	100 000 000	0	1 021 370 000	1 021 370 000	0	1 021 370 000	100	1 021 370 000	1 021 370 000	100	1 021 370 000	1 021 370 000	0
Investissements exécutés par l'état		565 000 000	0	0	11 000 000	576 000 000	417 098 832	158 901 168	417 098 832	72	417 098 832	417 098 832	72	417 098 832	352 014 742	65 084 090
Transfert en capital		2 750 000 000	3 474 279 047	1 655 957 000	0	7 880 236 047	6 580 236 047	1 300 000 000	6 580 236 047	84	6 580 236 047	6 580 236 047	84	6 580 236 047	6 580 236 047	0
65 - Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Collectivités Locales		38 644 711 000	0	0	0	38 644 711 000	38 093 995 162	550 715 838	38 093 645 162	99	38 067 662 652	38 067 662 652	99	38 066 910 918	38 011 030 483	55 880 435
Dépenses de fonctionnement		400 410 000	0	0	0	400 410 000	385 569 315	14 840 685	385 219 315	96	364 124 155	364 124 155	91	363 745 167	337 635 251	26 109 916
Transferts courants		18 326 301 000	0	0	0	18 326 301 000	18 326 300 998	2	18 326 300 998	100	18 326 300 998	18 326 300 998	100	18 326 300 998	18 326 300 998	0
Investissements exécutés par l'état		990 000 000	0	0	0	990 000 000	654 124 849	335 875 151	654 124 849	66	649 237 499	649 237 499	66	648 864 753	619 094 234	29 770 519
Transfert en capital		18 928 000 000	0	0	0	18 928 000 000	18 728 000 000	200 000 000	18 728 000 000	99	18 728 000 000	18 728 000 000	99	18 728 000 000	18 728 000 000	0
68 - Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement		25 498 430 000	2 211 593 963	-7 037 359 132	1 152 054 495	21 824 719 326	16 970 370 443	4 854 348 883	16 615 807 955	76	15 941 029 564	15 941 029 564	73	15 939 238 531	15 017 448 289	921 790 242
Dépenses de fonctionnement		249 808 000	0	0	0	249 808 000	245 258 276	4 549 724	245 258 276	98	241 558 954	241 558 954	97	241 558 954	221 072 547	20 486 407

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises


**ANNEXE 4 : SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR
SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**
GESTION :**2013****MOIS :****12-2013**

à la date du 31/01/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Transferts courants	248 622 000	0	73 200 000	0	321 822 000	321 822 000	0	321 822 000	100	321 822 000	321 822 000	100	321 822 000	321 822 000	0
Investissements exécutés par l'état	7 047 000 000	138 000 000	0	1 152 054 495	8 337 054 495	5 559 305 299	2 777 749 196	5 204 742 811	62	4 533 663 742	4 533 663 742	54	4 531 872 709	3 630 568 874	901 303 835
Transfert en capital	17 953 000 000	2 073 593 963	-7 110 559 132	0	12 916 034 831	10 843 984 868	2 072 049 963	10 843 984 868	84	10 843 984 868	10 843 984 868	84	10 843 984 868	10 843 984 868	0
75 - Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	93 828 744 000	13 132 627 000	30 110 400 000	48 530 072	137 120 301 072	129 794 980 230	7 325 320 842	129 794 980 230	95	129 397 053 178	129 397 053 178	94	129 228 729 666	128 216 305 071	1 012 424 595
Dépenses de fonctionnement	2 991 286 000	270 000 000	100 000 000	0	3 361 286 000	2 962 952 719	398 333 281	2 962 952 719	52	2 773 777 987	2 773 777 987	83	2 605 677 987	1 783 179 494	822 498 493
Transferts courants	80 933 458 000	12 564 627 000	23 510 400 000	0	117 008 485 000	111 272 864 949	5 735 620 051	111 272 864 949	95	111 272 864 949	111 272 864 949	95	111 272 864 949	111 271 064 949	1 800 000
Investissements exécutés par l'état	2 027 000 000	-1 160 000 000	0	48 530 072	915 530 072	452 162 562	463 367 510	452 162 562	49	243 410 242	243 410 242	27	243 186 730	55 060 628	188 126 102
Transfert en capital	7 877 000 000	1 458 000 000	6 500 000 000	0	15 835 000 000	15 107 000 000	728 000 000	15 107 000 000	95	15 107 000 000	15 107 000 000	95	15 107 000 000	15 107 000 000	0
80 - Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance et des Relations	75 000 000	0	542 077 834	0	617 077 834	559 204 617	57 873 217	546 314 617	89	521 908 381	521 908 381	85	508 707 131	283 432 739	225 274 392
Dépenses de fonctionnement	75 000 000	0	73 979	0	75 073 979	74 246 851	827 128	74 246 851	99	66 184 642	66 184 642	88	66 184 642	49 769 942	16 414 700
Investissements exécutés par l'état	0	0	542 003 855	0	542 003 855	484 957 766	57 046 089	472 067 766	87	455 723 739	455 723 739	84	442 522 489	233 662 797	208 859 692
81 - Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones	3 904 000 000	8 032 600 000	11 830 000 000	0	23 766 600 000	23 743 959 702	22 640 298	23 743 959 702	100	23 742 709 702	23 742 409 702	100	23 742 409 702	23 736 285 207	6 124 495
Dépenses de fonctionnement	90 000 000	0	0	0	90 000 000	81 359 702	8 640 298	81 359 702	90	80 109 702	79 809 702	89	79 809 702	73 685 207	6 124 495
Transferts courants	14 000 000	0	0	0	14 000 000	0	14 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Transfert en capital	3 800 000 000	8 032 600 000	11 830 000 000	0	23 662 600 000	23 662 600 000	0	23 662 600 000	100	23 662 600 000	23 662 600 000	100	23 662 600 000	23 662 600 000	0
82 - Ministère de la Promotion des Investissements et des Partenariats	0	0	5 857 979 630	0	5 857 979 630	5 723 797 429	134 182 201	5 716 792 208	98	5 650 829 121	5 650 829 121	96	5 650 829 121	5 592 714 627	58 114 494
Dépenses de fonctionnement	0	0	29 728 600	0	29 728 600	20 548 867	9 179 733	20 548 867	69	4 499 780	4 499 780	15	4 499 780	4 499 780	0
Transferts courants	0	0	1 339 858 250	0	1 339 858 250	1 339 858 250	0	1 339 858 250	100	1 339 858 250	1 339 858 250	100	1 339 858 250	1 339 858 250	0
Investissements exécutés par l'état	0	0	263 392 780	0	263 392 780	138 390 312	125 002 468	131 385 091	50	81 471 091	81 471 091	31	81 471 091	23 356 597	58 114 494
Transfert en capital	0	0	4 225 000 000	0	4 225 000 000	4 225 000 000	0	4 225 000 000	100	4 225 000 000	4 225 000 000	100	4 225 000 000	4 225 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises


**ANNEXE 4 : SITUATION PROVISoire D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR
SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**
GESTION : 2013**MOIS : 12-2013**

à la date du 31/01/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT			
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Report de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
Totaux (1)		1 145 600 000 000	85 165 450 000	27 542 057 051	25 765 000 000	1 284 072 507 051	1 149 597 834 859	134 474 672 192	1 144 468 506 137	89	1 090 234 607 995	1 089 647 018 934	85	1 084 450 481 997	1 050 974 035 224	33 476 446 773

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

31